

TRANSITION ÉCOLOGIQUE : LA BRETAGNE FACE AU DÉFI DES COMPÉTENCES

Face à la transition écologique, comment construire une stratégie de compétences, coordonnée, à l'échelle d'un territoire ? Une centaine d'acteurs de l'économie, de la formation, mais aussi de l'insertion ou des services de l'État étaient réunis à Rennes, le 28 septembre.

Nils Hédouin

LA SOLUTION

QUI ? l'Ademe de Bretagne

(Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), à l'initiative de la journée "Métiers verts de demain en Bretagne".

COMBIEN ? 7 000 emplois "verts"

en Bretagne, mais aussi 190 000 "verdissants", c'est-à-dire transformés par l'intégration de problématiques écologiques et énergétiques.

POURQUOI ? La formation professionnelle continue

aux métiers de la protection de l'environnement, de l'assainissement, du traitement et du recyclage des déchets, de la production et de la distribution d'eau et d'énergie.

Protection de l'environnement mais aussi assainissement, traitement et recyclage des déchets, production et distribution d'eau et d'énergie... les métiers "verts" représentaient 7 000 emplois en Bretagne (Gref Bretagne) en 2015. Mais au-delà, 190 000 emplois "verdissants" étaient profondément transformés par l'intégration des problématiques écologiques et énergétiques. Un mouvement qui touche toutes les branches, tous les niveaux de qualification, et qui représente autant un énorme défi, en termes de compétences, qu'une opportunité majeure en termes d'emploi.

Le 28 septembre dernier à Rennes, plus d'une centaine de professionnels de l'environnement, de la formation, du recrutement, de la classification, de représentants des collectivités locales et des partenaires sociaux étaient réunis pour tenter de construire une "culture commune", de partager outils et diagnostics autour des "métiers verts de demain en Bretagne". "C'est une journée test, pour la mobilisation des acteurs", admettait Gilles Petitjean, le directeur de l'Ademe de Bretagne (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), à l'initiative de la journée.

Avec des modalités pédagogiques nouvelles

Seul établissement de Bretagne à proposer un BTS des systèmes éoliens, le lycée Fulgence Bienvenüe, de Loudéac, forme



chaque année 12 à 13 techniciens de maintenance spécialisés. "Un parc off-shore comme celui qui devrait voir le jour en baie de Saint-Brieuc¹ nécessitera 100 à 120 techniciens de maintenance", rappelle Hubert Bouquet, directeur délégué aux formations professionnelles et technologiques de l'établissement. Dans le traitement des déchets, la méthanisation, les uns et les autres font valoir leurs besoins, essentiellement techniques, scientifiques, mais aussi en termes de conduite de projet.

"Clairement, c'est la formation continue qui est visée, résumait Jacques Brégeon, président de l'École des métiers de l'environnement, à Rennes. Passer par l'éducation reporterait à dix ou quinze ans l'arri-



Les établissements bretons participant aux plateformes pédagogiques PraxiBat (outil de formation aux techniques de l'efficacité énergétique des bâtiments).



En atelier "Métiers verts de demain en Bretagne", le 28 septembre.

pointer les métiers en devenir, sur lesquels la région dispose de pépites, des réseaux connectés à la valorisation des déchets aussi. Sur un autre front, la conversion à l'agriculture biologique, la formation peine à faire face à la demande et des files d'attente apparaissent.

Certifications nécessaires

Le Conseil économique, social et environnemental de Bretagne (Ceser Bretagne) publiait en mai une étude intitulée "Former mieux pour réussir la transition énergétique et écologique en Bretagne". Aboutissement d'une trentaine d'entretiens, elle entendait esquisser un certain nombre de pistes, notamment en matière de formation continue. Elle s'inspire des exemples des secteurs du bâtiment et de l'agriculture qui, en crise, ont dû intégrer les objectifs des transitions écologiques et énergétiques, et cherche à y identifier les "bonnes pratiques". L'une des rapporteurs de l'étude, Valérie Fribouille, pointe la nécessité de "ramener vers la formation" des publics qui en sont éloignés. Et redoute le risque de voir des artisans être progressivement évincés et marginalisés, non pas faute de compétences, mais de certifications.

Dans ce contexte, quels leviers pour la politique régionale ? Les dispositifs sont nombreux. Le contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) est cité, mais aussi par exemple les règles de la commande publique. Depuis février 2017, la politique d'achat de la Région intègre un volet formation des acheteurs, essentiel afin qu'ils puissent jouer leur rôle d'impulsion. ●

Aujourd'hui, la transition énergétique se traduit concrètement. Pour les élus, c'est une vraie prise de conscience"

André Crocq

conseiller régional, membre de la commission développement durable



1. 62 éoliennes, début de chantier attendu en 2020.